



Schweizerischer Pensionskassenverband
Association suisse des Institutions de prévo-
yance
Associazione svizzera delle Istituzioni di previ-
denza

Kreuzstrasse 26
8008 Zürich

Telefon 043 243 74 15/16

Telefax 043 243 74 17

E-Mail info@asip.ch

Website www.asip.ch

Bundesamt für Sozialversicherungen
(BSV)

z. Hd. Frau Laure Huguenin-Dezot,
Rechtsanwältin

Effingerstrasse 20

CH-3003 Bern

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch

Zürich, 16. März 2020

Vernehmlassung zu den Änderungen der Verordnungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge (FZV, BVV 2, BVV 3)

Sehr geehrte Frau Huguenin-Dezot

Gerne nehmen wir nachfolgend zu den Änderungen der Verordnungen im Rahmen der beruflichen Vor-
sorge (FZV, BVV 2, BVV 3) Stellung.

Der ASIP unterstützt sämtliche Verordnungsänderungen.

Insbesondere halten wir es für sinnvoll, dass die Vorsorgeeinrichtungen inskünftig gemäss dem neuen
Art. 1h Abs. 1 erster Satz BVV 2 nur noch 4% aller Beiträge zur Finanzierung der Leistungen für die
Risiken Tod und Invalidität bereitstellen müssen, so dass überhöhte Risikoprämien verhindert werden.

Ebenso begrüssen wir die neu in Art. 53 Abs. 1 Bst. f BVV 2 vorgesehene Anlagekategorie „Infrastruk-
tur“ und deren Begrenzung auf 10% des Gesamtvermögens in Art. 55 Bst. f BVV 2.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Hinweise.

Mit freundlichen Grüßen

ASIP

Schweizerischer Pensionskassenverband



Jean Rémy Roulet

Präsident



Hanspeter Konrad

Direktor

**Formulaire de réponse à la consultation concernant le projet de modification
d'ordonnances dans le cadre de la prévoyance professionnelle (OLP ; OPP 2 ;
OPP 3)**

Procédure de consultation du 06.12.2019 au 20.03.20

Prise de position de

Nom / Entreprise / Organisation / Office	Conférence suisse des impôts
Abréviation de l'entreprise / organisation / office	CSI
Adresse	Secrétariat CSI c/o Kantonales Steueramt ZH
Personne à contacter	Bertrand Tille, Président GT Prévoyance CSI
Téléphone	021 316 21 59
E-mail	bertrand.tille@vd.ch
Date	10.2.2020

Remarques importantes

1. Veuillez indiquer vos coordonnées sur cette première page.
2. Utilisez une seule ligne du tableau 2 pour chaque article d'ordonnance.

Veuillez envoyer votre prise de position au format Word (et pas seulement au format PDF) d'ici le 20 mars 2020 à l'adresse électronique suivante :

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; avocate, collaboratrice spécialisée secteur Droit de la prévoyance professionnelle, Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

2 Ordonnance sur le libre passage (OLP)

Remarques générales ;

Articles	Commentaire / remarques	Proposition de modification (proposition)

3 Ordonnance sur la prévoyance professionnelle, vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2)

Remarques générales

Articles	Commentaire / remarques	Proposition de modification (proposition)
Art. 1h	<p>Nous prenons acte du fait que la limite de 6% fixée dans cette disposition ne correspond plus à 60% de la prime moyenne théorique que les institutions affectent à la couverture des risques décès et invalidité en raison de la diminution des cas d'invalidité dans le cadre du 2^{ème} pilier.</p> <p>Le rapport explicatif précise dès lors que la limite doit être abaissée à 4% des primes totales pour respecter la même proportion. Nous n'avons ainsi aucune objection par rapport à cette modification de l'art. 1h OPP2 qui respecte toujours l'esprit de la jurisprudence du Tribunal fédéral à la base de l'art. 1h OPP2 (respect du principe d'assurance). Il convient certes de relever que si deux plans sont conclus auprès de la même institution de prévoyance, le plan cadre pourrait ne prévoir quasi aucune couverture des risques si une telle couverture est prévue dans le plan de base. Cette situation est cependant déjà possible actuellement, puisque le principe d'assurance doit être respecté par institution de prévoyance selon le texte actuel de l'art. 1h OPP2 et que la modification prévue ne change pas cette règle.</p>	Aucune .

4 Ordonnance sur les déductions admises fiscalement pour les cotisations versées à des formes reconnues de prévoyance (OPP 3)

Remarques générales

Cette modification de l'OPP3 correspond effectivement à une pratique, élaborée par l'OFAS en collaboration avec le Groupe de travail Prévoyance de la Conférence suisse des impôts, précisée dans le Bulletin de la prévoyance professionnelle no 136, ch. 893. Nous pouvons dès lors approuver de manière générale le contenu du nouvel art. 3a qui « officialise » dans l'OPP3 la pratique susmentionnée.

Articles	Commentaire / remarques	Proposition de modification (proposition)
3 al. 2 lit. b	<p>Nous constatons que, pour des raisons de systématique légale, l'al. 3 al. 2 OPP3 ne règle plus que les situations dans lesquelles les avoirs du pilier 3a quittent le circuit de la prévoyance et sont soumis à ce moment à une imposition séparée (cf, art 38 LF sur l'impôt fédéral direct (LIFD) et les dispositions cantonales analogues). Cette réglementation nous semble ainsi plus claire.</p>	
3 a (nouveau)	<p>Nous approuvons le contenu du nouvel art. 3a OPP3 (al. 1 à 3) qui règle spécifiquement des cas dans lesquels des avoirs du pilier 3a sont déplacés à l'intérieur du circuit de la prévoyance, ce qui apporte plus de clarté sur le plan systématique.</p> <p>Ce nouvel art.3a OPP3 (al. 1 à 3) formalise la pratique décrite dans le Bulletin no 136 et précise notamment qu'il est possible d'utiliser la prestation du 3^{ème} pilier A aux fins d'un rachat dans le 2^{ème} pilier ou pour un</p>	

	<p>transfert à une autre de prévoyance individuelle liée jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS, voire également après l'âge ordinaire de la retraite si le preneur de prévoyance prouve qu'il continue d'exercer une activité lucrative. Il s'agit ainsi, comme le relève le rapport explicatif, de transferts neutres sur le plan fiscal.</p> <p>Sur le fond, nous sommes également d'accord avec le cas particulier des polices d'assurance prévoyant (souvent) une échéance dans les cinq ans précédant l'âge ordinaire de la retraite.</p> <p>Nous estimons que la même règle est valable également en cas de poursuite de l'activité lucrative après l'âge ordinaire de la retraite.</p> <p>Nous partons cependant du principe qu'aucune police ne prévoit d'emblée contractuellement une échéance postérieure à l'âge ordinaire de la retraite de l'AVS.</p>	



laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch

Département fédéral de l'intérieur DFI

A l'attention de Monsieur Alain Berset
Conseiller fédéral

Genève, le 24 mars 2020
AX/3452- FER N° 04-2020

**Modification d'ordonnances dans le cadre de la prévoyance professionnelle
(OLP ; OPP2 ; OPP3)**

Monsieur le Conseiller fédéral,

La Fédération des Entreprises Romandes vous prie de trouver ci-après ses remarques relatives à la modification d'ordonnances dans le cadre de la prévoyance professionnelle (OLP ; OPP2 ; OPP3).

1. OLP

Art. 8

Nous n'avons pas d'objection à la modification proposée d'une fourchette du taux technique, étant conscients que les attentes en matière de rendement ont changé et que le cadre des taux d'intérêt applicables doit être ajusté.

Art. 15a

Nous sommes favorables à l'introduction de cet article qui permet aux institutions de libre passage de réduire ou de refuser la prestation à un bénéficiaire qui aurait causé intentionnellement la mort de la personne assurée.

2. OPP2

Art. 1h, al. 1, 1^{ère} phrase

La disposition proposée prévoit l'abaissement du principe d'assurance à 4%. Nous saluons cette modification déjà prévue dans le cadre de la réforme Prévoyance 2020.

Une remarque subsiste, le fait que la réduction est relativement faible par rapport aux réalités statistiques constatées. Considérer les primes, au vu des marges que certaines institutions peuvent appliquer, n'est pas forcément la valeur correcte à considérer.

Art. 53 al. 1 let. e et f, al. 2, 2^e phrase

Nous n'avons pas d'objection à la création d'une catégorie d'investissement distincte pour les actifs d'infrastructure. Néanmoins, nous tenons à souligner le fait que ce type de placement est non liquide avec des caractéristiques propres (la diversification est complexe, etc.). L'analogie qui est faite avec les placements alternatifs ne nous paraît dès lors pas adéquate.

Art. 55 let. f

Au vu de ce qui a été mentionné précédemment, nous tenons à relever que ce type de véhicule de placement n'est pas sans risque pour un investisseur. Autoriser de placer 10% de la fortune globale dans l'infrastructure nécessitera une vigilance accrue de la part des institutions de prévoyance.

3. OPP3

Art. 2a

Nous sommes favorables à l'introduction de cet article qui permet aux institutions de la prévoyance individuelle liée, de réduire ou de refuser la prestation à un bénéficiaire qui aurait causé intentionnellement la mort du preneur de l'assurance.

Art. 3 al. 2 let. b et art. 3a

Nous saluons des ajustements proposés selon lesquels les avoirs du pilier 3a peuvent être transférés en vue d'un rachat dans une institution de prévoyance, pour combler entièrement la lacune. L'ancrage de la pratique dans l'ordonnance augmente la transparence et conduit à une plus grande sécurité juridique pour les assurés.

En vous remerciant par avance de l'intérêt porté à ces lignes, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de notre haute considération.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Luc Abbé-Décarroux
Directeur général adjoint
FER Genève

Bundesamt für Sozialversicherungen

Per E-Mail:
laure.huguenin-dezot@
bsv.admin.ch

Bern/Zürich, 4. Februar 2020

**Verordnungsänderungen in der beruflichen Vorsorge
Stellungnahme der Innovation Zweite Säule**

Sehr geehrte Frau Huguenin, sehr geehrte Damen und Herren

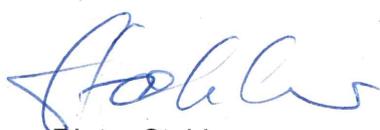
Wir bedanken uns für Ihre Einladung zur Vernehmlassung und teilen Ihnen gerne mit, dass wir die Änderungen als Vollzugshandlungen begrüssen und dass wir hierzu keine Änderungsanträge haben.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse
Innovation Zweite Säule



Josef Bachmann
Präsident



Dieter Stohler
Vorstandsmitglied

Tel-Nr. 043 284 44 56

IZS, c/o Swiss Life Pension Services AG
General-Guisan-Quai 40, Postfach 8022 Zürich
mail@izs.ch / www.izs.ch

**Formular für Stellungnahme zur Verordnungsänderungen
in der beruflichen Vorsorge
Vernehmlassung vom 06.12.2019 bis 20.03.2020**

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : inter-pension
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt :
Adresse : Gutenbergstrasse 21, 3011 Bern
Kontaktperson : Therese Vogt
Telefon : 079 637 65 16
E-Mail : therese.vogt@inter-pension.ch
Datum : 10. Januar 2020

Wichtige Hinweise:

1. Bitte dieses Deckblatt mit Ihren Angaben ausfüllen.
2. Pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.

Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte auch als **Word**-Dokument (nebst einem PDF-Dokument) bis am 20. März 2020 an folgende E-Mail-Adresse:

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; Juristin, Bereich Recht Berufliche Vorsorge, Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV).

1	Allgemeine Bemerkungen
----------	-------------------------------

keine

**2 Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (FZV)**

Allgemeine Bemerkungen

keine

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

3 Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2)

Allgemeine Bemerkungen

keine

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

**4 Verordnung über die steuerliche Abzugsberechtigung für
Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)**

Allgemeine Bemerkungen

keine

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)



Konferenz der Geschäftsführer
von Anlagestiftungen
Conférence des Administrateurs
de Fondations de Placement

Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV)
Frau Laure Huguenin-Dezot
Effingerstrasse 20
CH-3003 Bern

(auf elektronischem Weg an laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch)

Zürich, 19. März 2020

Stellungnahme zur Vernehmlassung betreffend Verordnungsänderungen in der beruflichen Vorsorge (FZV; BVV 2; BVV 3)

Sehr geehrte Frau Huguenin-Dezot

Die Konferenz der Geschäftsführer von Anlagestiftungen (KGASt) vertritt die Interessen der Anlagestiftungen. Mit einem Gesamtvermögen von knapp 150 Milliarden Schweizer Franken bewirtschaften die insgesamt 37 Anlagestiftungen einen substantiellen Teil des Vermögens der beruflichen Vorsorge sowie der Säule 3a. Als Verband setzen wir uns für gute Rahmenbedingungen ein und engagieren uns deshalb auch bei der Legiferierung von für uns wichtigen Gesetzen und Verordnungen. Wir nehmen nachfolgend zur Vernehmlassung betreffend Verordnungsänderungen in der beruflichen Vorsorge (FZV; BVV 2; BVV 3) wie folgt Stellung:

Die KGASt unterstützt alle drei Verordnungsänderungen. Insbesondere begrüssen wir die Einführung einer Anlagekategorie "Infrastrukturanlagen" mit einer Kategorienbegrenzung von 10 Prozent nach Art. 53 Abs. 1 lit. e und f, sowie Abs. 2 und Art. 55 lit. f BVV 2.

Infrastrukturanlagen zeichnen sich durch hohe Wertbeständigkeit bei stabilen Erträgen aus. Den Vorsorgeeinrichtungen wird damit ermöglicht, in grösserem Mass als bisher auch in

ökologisch nachhaltige Projekte zu investieren. Die Diversifikation des Anlagevermögens verschafft den Vorsorgeeinrichtungen eine grössere Handlungsfreiheit. Dies wirkt sich risikominierend auf das Anlagevermögen aus.

Vielen Dank für die Berücksichtigung unserer Ausführungen. Für weitere Auskünfte stehen wir Ihnen jederzeit zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen

KGAST

Konferenz der Geschäftsführer von Anlagestiftungen



Tobias Meyer
Präsident



Roland Kriemler
Geschäftsführer



KONFERENZ DER KANTONALEN BVG- UND STIFTUNGSAUFSICHTSBEHÖRDEN
CONFÉRENCE DES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE LPP ET DES FONDATIONS

Eidgenössisches Department des
Inneren EDI
Zhd. Herrn Bundesrat Alain Berset
Inselgasse 1
3003 Bern

Zürich, 4. Februar 2020

Vernehmlassung
Änderungen der Verordnungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge (FZV, BVV2, BVV3)

Sehr geehrter Herr Bundesrat

Als Konferenz der kantonalen BVG- und Stiftungsaufsichtsbehörden danken wir Ihnen für die Gelegenheit, zur eingangs genannten Vorlage Stellung zu nehmen und reichen Ihnen innert angesetzter Frist die nachfolgende Vernehmlassung ein.

1. Freizügigkeitsverordnung vom Oktober 1994 (Art. 8, 15a (neu), Übergangsbestimmungen und Anhang Ziffer 3)

Keine Bemerkungen

2. Verordnung vom 18. April 1984 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV2)

Art. 1h Abs. 1 erster Satz

Sinnvolle und dringend notwendige Anpassung an die Realität.

Art. 53 Abs. 1 Bst. e und f, Abs. 2 zweiter Satz

Art. 55 Bst. f

Die Einführung einer neuen, sechsten Anlagekategorie Infrastruktur basiert auf politischen Initiativen. Hier gilt es folgendes festzuhalten:

- Die neuen Bestimmungen entfalten keinerlei materielle Wirkung in Bezug auf die Zulässigkeit von Infrastrukturanlagen. Sämtliche unter den neuen Bestimmungen zulässigen Infrastrukturanlagen sind bereits unter den bisherigen Bestimmungen zulässig. Materiell sind die neuen Bestimmungen entsprechend wirkungsfrei.
- Die Einführung einer sechsten Anlagekategorie wird substantielle Kosten bei allen Akteuren verursachen. Sämtliche IT-Systeme, Berichterstattungen, Controllingsysteme, Prüfungshandlungen etc. müssen entsprechend angepasst werden. Dies betrifft Vorsorgeeinrichtungen, Revisionsstellen, Experten für berufliche Vorsorge, Aufsichtsbehörden, Banken, Vermögensverwalter etc. Im Endeffekt dürften diese Kosten weitgehend den Destinatären überwältzt werden.



KONFERENZ DER KANTONALEN BVG- UND STIFTUNGSAUFSICHTSBEHÖRDEN
CONFÉRENCE DES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE LPP ET DES FONDATIONS

- Die neue Anlagekategorie ist z.B. bezüglich Hebelungsvorschriften sowie bezüglich Diversifikationsvorgaben (gemäss erläuterndem Bericht sind Direktanlagen nur zulässig, wenn die Gegenpartei 1 Prozent des Vorsorgevermögens nicht überschreitet) restriktiver als die Anlagekategorie alternative Anlagen, unter denen Infrastrukturanlagen bisher subsumiert wurden. Per se sind die restriktiveren Vorgaben verständlich. Allerdings ist zu beachten, dass diese restriktiven Vorgaben einfach durch Zuordnung der Anlage zu den alternativen Anlagen umgangen werden können.
- Ob unter diesen Umständen die Auswirkungen einer neuen Anlagekategorie auf das Anlageverhalten die Kosten und den laufenden Zusatzaufwand bei allen Akteuren der beruflichen Vorsorge rechtfertigen, erscheint mehr als fraglich.
- Den in der beruflichen Vorsorge und in der Politik immer noch weitverbreiteten Missverständnissen bezüglich der «starren Anlagevorgaben» der BVV2 liesse sich kommunikativ günstiger und effizienter entgegenreten.

3. Verordnung vom 13. November 1985 über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen, BVV3 (Art. 2a (neu), 3 Abs. 2 Bst. b (Streichung), 3a (neu), Inkrafttreten/Übergangsbestimmung)

Keine Bemerkungen

Gerne hoffen wir, Ihnen mit diesen Ausführungen zu dienen und grüßen Sie freundlich

Konferenz der kantonalen Stiftungsaufsichtsbehörden

Roger Tischhauser
Präsident der Konferenz

**Formular für Stellungnahme zu den Verordnungsänderungen
in der beruflichen Vorsorge
Vernehmlassung vom 06.12.2019 bis 20.03.2020**

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Schweizerische Steuerkonferenz
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : SSK
Adresse : Sekretariat der SSK c/o Kantonales
Steueramt Zürich
Kontaktperson : Bertrand Tille, Präsident AG Vorsorge SSK
Telefon : 021 316 21 59
E-Mail : Bertrand.tille@vd.ch
Datum : 10.2.2020

Wichtige Hinweise:

1. Bitte dieses Deckblatt mit Ihren Angaben ausfüllen.
2. Pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.

Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte auch als **Word**-Dokument (nebst einem PDF-Dokument) bis am 20. März 2020 an folgende E-Mail-Adresse:

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; Juristin, Bereich Recht Berufliche Vorsorge, Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV).

1 Allgemeine Bemerkungen

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zu den Änderungen der Verordnungen zur beruflichen Vorsorge (FZV, BVV2, BVV3) Stellung zu nehmen. Wir stellen fest, dass diese Änderungen keinen direkten Zusammenhang mit der Reformvorlage AHV 21 haben. Diesbezüglich hat die SSK am 6. September 2018 Stellung genommen.

Unsere Bemerkungen folgen der chronologischen Abfolge der vorgesehenen Verordnungsänderungen. Wir nehmen einzig zu den Änderungen Stellung, die eine steuerliche Auswirkung haben. Die Änderungen der FZV beschlagen den technischen Zinssatz sowie Kürzungen von Leistungen bei vorsätzlicher Herbeiführung des Todes der versicherten Person durch die begünstigte Person, weshalb wir hierzu nicht Stellung nehmen.

**2 Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (FZV)**

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

3 Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2)

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 1h	<p>Wir nehmen zur Kenntnis, dass die Grenze von 6%, die 60% des Anteils der theoretischen, durchschnittlichen Prämie entsprach, heute dazu führt, dass die Vorsorgeeinrichtungen für die Deckung der Risiken Tod und Invalidität in der zweiten Säule zu viel Kapital bereitstellen. Um das gleiche Verhältnis sicherzustellen, muss gemäss dem erläuternden Bericht der Grenzwert auf 4 % gesenkt werden. Da damit die bundesgerichtliche Rechtsprechung (Einhaltung des Versicherungsprinzips) weiterhin gewahrt bleibt, gibt es nichts gegen die Änderung von Art. 1h BVV2 einzuwenden.</p> <p>Schliesst sich ein Arbeitgeber bei der gleichen Vorsorgeeinrichtung zwei Vorsorgeplänen an, besteht die Möglichkeit, im Kaderplan praktisch keine Deckung der Risiken Tod und Invalidität vorzusehen, sofern im Basisplan eine entsprechende Deckung besteht. Dies ist allerdings bereits heute möglich, da das Versicherungsprinzip in Bezug auf die gesamte berufliche Vorsorge eines Arbeitgebers eingehalten sein muss. Der Gesetzestext erfährt diesbezüglich keine Änderung.</p>	

4 Verordnung über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)

Allgemeine Bemerkungen

Diese Änderung der BVV3 beruht auf einer Praxis, die vom BSV zusammen mit der Arbeitsgruppe Vorsorge der Schweizerischen Steuerkonferenz erarbeitet und vom BSV in der Mitteilung über die berufliche Vorsorge Nr. 136, Ziff. 893 publiziert wurde. Wir begrüßen den Inhalt des neuen Art. 3a, mit dem die oben erwähnte Praxis in die BVV3 überführt wird.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
3 Abs.2 Bst. b	<p>Aus systematischen Gründen soll Art. 3 Abs. 2 BVV3 nur noch Situationen regeln, in denen die Guthaben aus der Säule 3a den Vorsorgekreislauf verlassen. Dadurch unterliegen sie in diesem Zeitpunkt der separaten Besteuerung nach Art. 38 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG) bzw. den entsprechenden kantonalen Gesetzesbestimmungen. Dies erscheint nun klarer.</p>	
3a (neu)	<p>Inhaltlich begrüßen wir den neuen Art. 3a Abs. 1 bis 3 BVV3. Dieser regelt nur noch Fälle von Übertragungen des Vorsorgekapitals innerhalb des Vorsorgekreislaufs. Damit wird die Systematik klarer.</p> <p>Der neue Art. 3a Abs. 1 bis 3 BVV3 verankert die Praxis – wie sie in der Mitteilung Nr. 136 festgehalten wird – formell und präzisiert, dass Guthaben der Säule 3a für den Einkauf in eine Vorsorgeeinrichtung und die Übertragung auf eine andere anerkannte Form der individuellen Vorsorge verwendet werden können. Die Übertragung ist bis zum Erreichen des ordentlichen AHV-Rentenalters möglich</p>	

	<p>bzw. auch nach Erreichen dieses Alters, sofern der Vorsorgenehmer nachweist, dass er weiterhin erwerbstätig ist. Wie im erläuternden Bericht festgehalten, erfolgt die Übertragung steuerneutral. Den Ausführungen zum Spezialfall der Vorsorgepolicen können wir uns ebenfalls anschliessen. Solche Policen sehen häufig ein Fälligkeitsdatum vor, dass in den fünf Jahren vor Erreichen des AHV-Rentenalters liegt. Dasselbe muss gelten, wenn die Erwerbstätigkeit über das ordentliche Rentenalter hinaus weitergeführt wird. Allerdings kann man davon ausgehen, dass in keiner Police bereits beim Abschluss ein vertragliches Fälligkeitsdatum festgelegt wird, welches zeitlich nach Erreichen des AHV-Rentenalters liegt.</p>	

**Formular für Stellungnahme zur Verordnungsänderungen
in der beruflichen Vorsorge
Vernehmlassung vom 06.12.2019 bis 20.03.2020**

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Schweizerischer Seniorenrat
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : SSR-CSA
Adresse : Hopfenweg 16,3007 Bern,
info@ssr-csa.ch
Kontaktperson : Marco Medici
Telefon : 044 381 42 02 (Medici), 031 370 21 08
(SSR-CSA)
E-Mail : medici@swissonline.ch
Datum : 16. März 2020

Wichtige Hinweise:

1. Bitte dieses Deckblatt mit Ihren Angaben ausfüllen.
2. Pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.

Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte auch als **Word**-Dokument (nebst einem PDF-Dokument) bis am 20. März 2020 an folgende E-Mail-Adresse:

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; Juristin, Bereich Recht Berufliche Vorsorge, Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV).

1 Allgemeine Bemerkungen
--

Der Schweizerische Seniorenverband (SSR-CSA) dankt für die Einladung zur Stellungnahme zu den Verordnungsänderungen in der beruflichen Vorsorge. Der SSR-CSA stimmt diesen vollumfänglich zu.

2 **Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (FZV)**

Allgemeine Bemerkungen Der Schweizerische Seniorenverband (SSR -CSA) ist mit den vorgeschlagenen Änderungen an der FZV einverstanden, da sie keine erwähnenswerten Veränderungen für Senioren umfassen.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

3 Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2)

Allgemeine Bemerkungen Der Schweizerische Seniorenrat (SSR-CSA) stimmt den Änderungen in der BVV 2 zu.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

4 Verordnung über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)

Allgemeine Bemerkungen Der Schweizerische Seniorenrat (SSR-CSA) akzeptiert die
Verordnungsänderungen bei der BVV 3

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

Bundesamt für Sozialversicherungen
Bereich Recht Berufliche Vorsorge
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Via Mail: laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch

Zürich, 20.20.2020 / Br

Vernehmlassung «Verordnungsänderungen in der beruflichen Vorsorge»

Sehr geehrte Damen und Herren

Besten Dank, dass Sie uns Gelegenheit geben, zu der Vernehmlassungsvorlage «Verordnungsänderungen in der beruflichen Vorsorge» Stellung zu nehmen.

1. Freizügigkeitsverordnung

Art. 8 Technischer Zinssatz

Der technische Zinssatz Art. 8 FZV dient der Berechnung der erworbenen Leistung in Leistungsprimatkassen. Dier technische Zinssatz dient andererseits auch zur Berechnung der Eintrittsleistung in Leistungsprimatkassen. Im Sinne des Drehtürprinzips ist der technische Zinssatz für die Berechnung der Austrittsleistung analog dem technischen Zinssatz der Berechnung der Eintrittsleistung festzulegen. Im heutigen Umfeld verwenden die Vorsorgeeinrichtungen Zinssätze die deutlich tiefer sind als die bisherige obere Grenze von 4.5%. **Der Zinsrahmen ist deshalb auf 1.0% bis 3.0% festzulegen.**

Art. 15a **Zustimmung**

Übergangsbestimmung zur Änderung vom **Zustimmung**

Anhang Ziffer 3 **Zustimmung**

2. Verordnung vom 18. April 1984 über die berufliche Alters- Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge

Art. 1h Abs. 1 erster Satz **Zustimmung**

Art. 53 Abs. 1 Bst. E und f. Abs. 2 zweiter Satz
und

Art. 55 Bst. f

Anlagen in Infrastruktur sind klassische alternative Anlagen. Sie bedürfen keiner eigenen Anlagekategorie, sondern sind unter den alternativen Anlagen aufzuführen. Unseres Erachtens wäre

es zielführender die Quote für die alternativen Anlagen von 15% auf 25% zu erhöhen, andererseits jedoch auf eine eigene Anlagekategorie zu verzichten.

3. Verordnung vom 13. November 1985 über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge anerkannter Vorsorgeformen

Art. 2a **Zustimmung**

Art. 3 Abs. Bst. B **Zustimmung**

Art. 3a **Zustimmung zu den Abs. 1 bis 3**
Ablehnung von Abs. 4

Wir können den Sinn der Einschränkung in Abs. 4 nicht vollziehen. Grundsätzlich soll in der 3. Säule eine Vorsorgepolice gleich wie ein Vorsorgekonto behandelt werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Hinweise und bitten Sie, unsere Bemerkungen in die Verordnungen aufzunehmen.

Freundliche Grüsse

Schweizerische Kammer der Pensionskassen-Experten, SKPE



Benno Ambrosini
Präsident



Urs Bracher
Sekretär

**Formular für Stellungnahme zur Verordnungsänderungen
in der beruflichen Vorsorge
Vernehmlassung vom 06.12.2019 bis 20.03.2020**

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Schweizerische Kammer der PK Experten
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : SKPE
Adresse : Picassoplatz 8, 4052 Basel
Kontaktperson : Urs Bracher, Sekretär
Telefon : 079 592 86 87
E-Mail : urs.bracher@2s-consulting.ch
Datum : 01.02.2020

Wichtige Hinweise:

1. Bitte dieses Deckblatt mit Ihren Angaben ausfüllen.
2. Pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.

Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte auch als **Word**-Dokument (nebst einem PDF-Dokument) bis am 20. März 2020 an folgende E-Mail-Adresse:

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; Juristin, Bereich Recht Berufliche Vorsorge, Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV).

1	Allgemeine Bemerkungen

**2 Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (FZV)**

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

3 Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2)

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

**4 Verordnung über die steuerliche Abzugsberechtigung für
Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)**

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

Stiftung Auffangeinrichtung BVG

Direktion



Stiftung Auffangeinrichtung BVG, Postfach, 8050 Zürich

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch

Stiftung Auffangeinrichtung BVG

Elias-Canetti-Strasse 2

Postfach

8050 Zürich

+41 41 799 75 75 (Tel)

+41 44 468 22 98 (Fax)

www.chaeis.ch

POFICHBEXXX (SWIFT)

CH25 0900 0000 3017 0878 7 (IBAN)

PD Dr. iur. Urs Müller

Rechtsanwalt

+41 44 468 23 85

urs.mueller@aeis.ch

Zürich, 9. März 2020

Vernehmlassung Änderungen der Verordnungen (FZV, BVV 2, BVV 3)

Sehr geehrte Frau Huguenin

Wir bedanken uns für die Einladung zur Vernehmlassung in obiger Sache.

Die vorgesehenen Änderungen in Art. 53 und 55 BVV 2 betreffen die Auffangeinrichtung nicht, weil sie keine entsprechenden Anlagen tätigt. Ebenfalls nicht betroffen ist die Auffangeinrichtung von Art. 8 FZV, welche die Versicherungspläne mit Leistungsprimat im Fokus hat, welche die Auffangeinrichtung nicht führt.

Die Auffangeinrichtung begrüsst die vorgesehenen Änderungen in Art. 1h BVV 2 und Art. 15a FZV.

Freundliche Grüsse

Stiftung Auffangeinrichtung BVG

Direktion

Marc Gamba
Geschäftsführer

Urs Müller
Leiter Recht & Compliance

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV
Effingerstrasse 20
3003 Bern
per Mail an: laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch

Zürich, 18. März 2020

**Vernehmlassung zu Änderungen der Verordnungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge
(FZV, BVV 2, BVV 3)**

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Versicherungsverband (SVV) dankt für die Einladung zur Stellungnahme und nutzt die Gelegenheit gerne, sich zu den Änderungen der Verordnungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge (FZV, BVV 2, BVV 3) zu äussern.

1. Freizügigkeitsverordnung vom 3. Oktober 1994 (FZV)

Art. 8 Technischer Zinssatz

Der Zinsrahmen für den technischen Zinssatz beträgt 1,0 - 4,5 Prozent.

Der SVV ist mit Art. 8 E-FZV einverstanden.

Art. 15a Kürzung der Leistungen bei vorsätzlicher Herbeiführung des Todes der versicherten Person durch die begünstigte Person

¹ *Die Freizügigkeitseinrichtung kann in ihrem Reglement vorsehen, dass sie die Leistung an eine begünstigte Person kürzt oder verweigert, wenn sie Kenntnis davon erlangt, dass diese den Tod der versicherten Person vorsätzlich herbeigeführt hat.*

² *Die frei gewordene Leistung fällt den nächsten Begünstigten nach Artikel 15 zu.*

Der SVV beantragt, Art. 15a E-FZV wie folgt zu ändern:

¹ Bei Freizügigkeitskonten kann die Freizügigkeitsstiftung in ihrem Reglement vorsehen, dass sie die Leistung an eine begünstigte Person kürzt oder verweigert, wenn sie Kenntnis davon erlangt, dass diese den Tod der versicherten Person vorsätzlich herbeigeführt hat. Die frei gewordene Leistung fällt den übrigen Begünstigten nach Art. 15 zu.

² Auf Freizügigkeitspolicen bei Versicherungseinrichtungen findet das Bundesgesetz über den Versicherungsvertrag (VVG) vom 2. Juli 1908 Anwendung.

Aus der Sicht des SVV sind Art. 15a Abs. 1 und 2 E-FZV ausschliesslich auf Freizügigkeitskonten bei Bankstiftungen anzuwenden und nicht auf Freizügigkeitspolicen bei Versicherungseinrichtungen, welche dem VVG als Spezialgesetz unterstehen.

Die Gründe und Argumente für die materiell-rechtliche Unterscheidung zwischen Freizügigkeitspolicen (Versicherung) und Freizügigkeitskonten (Bank) sind dieselben wie zwischen der gebundenen Vorsorgeversicherung (Versicherung) und der gebundenen Vorsorgevereinbarung (Bank) der Säule 3a. Wir verweisen daher auf unsere Ausführungen zu Art. 2a Abs. 1 und 2 E-BVV 3.

Übergangsbestimmung zur Änderung vom ...

Für die Umrechnung des Rentenanteils in eine lebenslange Rente nach Artikel 19h beträgt der technische Zinssatz bis zum 31. Dezember 2020 2 Prozent.

Der SVV ist mit der vorgeschlagenen Übergangsbestimmung einverstanden.

2. Verordnung vom 18. April 1984 über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (BVV 2)

Art. 1 h Abs. 1 erster Satz

¹ *Das Versicherungsprinzip ist eingehalten, wenn mindestens 4 Prozent aller Beiträge zur Finanzierung der Leistungen für die Risiken Tod und Invalidität bestimmt sind; massgebend für die Berechnung dieses Mindestanteils ist die Gesamtheit der Beiträge für alle Kollektive und Pläne eines angeschlossenen Arbeitgebers in einer Vorsorgeeinrichtung.*

Der SVV ist mit Art. 1 h Abs. 1 erster Satz E-BVV 2 einverstanden.

Art. 53 Abs. 1 Bst. e und f Abs. 2 zweiter Satz

¹ Als Anlagen für das Vermögen einer Vorsorgeeinrichtung sind zulässig:

- e. alternative Anlagen wie solche in Hedge Funds, Private Equity, Insurance Linked Securities und Rohstoffen;
- f. Anlagen in Infrastruktur.

² ... Dies gilt auch für Anlagen gemäss Abs. 1 Bst. f, sofern sie gut diversifiziert sind, ansonsten findet Abs. 4 Anwendung.

Art. 55 Bst. f

Für die einzelnen Anlagekategorien gelten bezogen auf das Gesamtvermögen folgende Begrenzungen:

f. 10 Prozent: für Anlagen in Infrastruktur.

Der SVV ist mit Art. 53 Abs. 1 Bst. e und f Abs. 2 zweiter Satz, Art. 55 Bst. f E-BVV 2 einverstanden.

Der SVV begrüsst die geplante Anpassung der BVV 2 hinsichtlich der Infrastrukturanlagen. Durch die Schaffung einer eigenen Anlagekategorie werden in grösserem Mass als bisher Investitionen in diesem Bereich ermöglicht. Somit wird der steigenden Relevanz von Infrastrukturanlagen im Hinblick auf Themen wie Nachhaltigkeit und Klima Rechnung getragen. Diese Änderung für Pensionskassen hat Auswirkungen auf die Versicherungsbranche, welche bereits seit einiger Zeit ein analoges Anliegen vertritt. Anlagen in Infrastruktur müssen in der Aufsichtsverordnung (AVO) auch als eigenständige Anlagekategorie im gebundenen Vermögen aufgeführt werden und aus der Kategorie der alternativen Anlagen herausgelöst werden.

3. Verordnung vom 13. November 1985 über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)

Art. 2a Kürzung der Leistungen bei vorsätzlicher Herbeiführung des Todes der versicherten Person durch die begünstigte Person

¹ Die Einrichtung der gebundenen Vorsorge kann in ihrem Reglement vorsehen, dass sie die Leistung an eine begünstigte Person kürzt oder verweigert, wenn sie Kenntnis davon erlangt, dass diese den Tod des Vorsorgenehmers vorsätzlich herbeigeführt hat.

² Die frei gewordene Leistung fällt den nächsten Begünstigten nach Artikel 2 zu.

Der SVV beantragt, Art. 2a E-BVV 3 wie folgt zu ändern:

¹ Bei gebundenen Vorsorgevereinbarungen kann die Bankstiftung in ihrem Reglement vorsehen, dass sie die Leistung an eine begünstigte Person kürzt oder verweigert, wenn sie Kenntnis davon erlangt, dass diese den Tod des Vorsorgenehmers vorsätzlich herbeigeführt hat. Die frei gewordene Leistung fällt den übrigen Begünstigten nach Artikel 2 zu.

² Auf gebundene Vorsorgeversicherungen mit Versicherungseinrichtungen findet das Bundesgesetz über den Versicherungsvertrag (VVG) vom 2. Juli 1908 Anwendung.

Für gebundene Vorsorgevereinbarungen bedarf es keiner Ausführungen auf Verordnungsstufe, wie sie Art. 2a E-BVV 3 vorsieht.

Sowohl Versicherungseinrichtungen (Art. 1 Abs. 1 lit. a BVV 3) als auch Bankstiftungen (Art. 1 Abs. 1 lit. b BVV 3) besitzen bereits heute – d.h. auch ohne den neuen Art. 2a E-BVV 3 – die Möglichkeit, die Ansprüche der begünstigten Person, die den Tod des versicherten Vorsorgenehmers vorsätzlich herbeigeführt hat, vertraglich zu regeln und Leistungen an Begünstigte zu kürzen oder zu verweigern [vgl. dazu die Antwort des Bundesrates vom 5. September 2018 auf die Interpellation 18.3405 («Weshalb erhält ein Mörder Kapitalleistungen seines Opfers in der 2. und 3. Säule?») von Ständerat Josef Dittli vom 29. Mai 2018].

Bei gebundenen Vorsorgevereinbarungen bedürfen die Bankstiftungen hierzu einer expliziten vertraglichen bzw. reglementarischen Grundlage. Hingegen ist bei gebundenen Vorsorgeversicherungen mit Versicherungseinrichtungen (Art. 1 Abs. 1 lit. a BVV 3) eine solche ausdrückliche vertragliche Basis nicht erforderlich. Mit Art. 14 Abs. 1 VVG besteht bereits eine ausreichende gesetzliche Grundlage für den Fall einer schuldhaften Herbeiführung des befürchteten Ereignisses. Als dispositive Norm kommt Art. 14 Abs. 1 VVG zur Anwendung, auch wenn vertraglich dazu keine Regelung vereinbart wurde. Will eine Versicherungseinrichtung bei gebundenen Vorsorgeversicherungen von der Möglichkeit Gebrauch machen, eine Todesfalleistung zu kürzen oder zu verweigern, muss sie entgegen den Erläuterungen im Begleitbericht dank Art. 14 Abs. 1 VVG gerade keine vertragliche Grundlage schaffen. Die vorgeschlagene Kann-Bestimmung würde bei gebundenen Vorsorgeversicherungen mit Versicherungseinrichtungen (Art. 1 Abs. 1 lit. a BVV 3) sogar zu Widersprüchen gegenüber der bestehenden gesetzlichen Regelung im VVG und damit zu Rechtsunsicherheit in denjenigen Fällen führen, in denen vertraglich nichts geregelt ist.

Im Ergebnis sollte Art. 2a Absatz 1 E-BVV 3 ausschliesslich auf gebundene Vorsorgevereinbarungen mit Bankstiftungen (Art. 1 Abs. 1 lit. b BVV 3) Anwendung finden und nicht auf gebundene Vorsorgeversicherungen mit Versicherungseinrichtungen (Art. 1 Abs. 1 lit. a BVV 3).

Zur Frage des Leistungsausschluss ist Folgendes festzuhalten: Nach der Rechtsprechung des Bundesgerichts zu Art. 14 Abs. 1 VVG verliert die begünstigte Person bei vorsätzlicher Herbeiführung des Todes der versicherten Person vollständig ihren Anspruch auf die versicherte Leistung. Bei mehreren Begünstigten, die sich auf gleicher Stufe wie der absichtlich Handelnde befinden, bleiben die Ansprüche der Mitbegünstigten gewahrt. Die Versicherungseinrichtung kann ihre Leistung um den Betrag, den der absichtlich Handelnde verwirkt hat, kürzen. Nachrangige anspruchsberechtigte Begünstigte auf tieferer Stufe (Kaskade) treten nicht an Stelle des absichtlich Handelnden. Ist der absichtlich Handelnde der einzige Begünstigte in der Kaskade, ist die Versicherungseinrichtung von der Leistungspflicht befreit, selbst wenn noch Anspruchsberechtigte auf tieferen Stufen

vorhanden sind (vgl. dazu auch Fuhrer, Urteilsbesprechung «Ehegattenmord», Urteil 5C.87/2002 mit Verweis auf BGE 117 II 591).

Hingegen soll gemäss Art. 2a Abs. 2 E-BVV 3 die «frei gewordene Leistung» den nächsten Begünstigten nach Art. 2 BVV 3 zufallen. Zunächst wäre hier die Formulierung «den übrigen Begünstigten» vorzugswürdig, da mehrere Begünstigte auf derselben Stufe stehen können. Vor allem aber würden durch eine solche Regelung für gebundene Vorsorgeversicherungen mittels der neuen Verordnungsbestimmung Ansprüche zugunsten der «nächsten Begünstigten» begründet, die nach Art. 14 Abs. 1 VVG auf Gesetzesstufe für gebundene Vorsorgeversicherungen so gar nicht bestehen. Gemäss der geltenden Rechtsprechung des Bundesgerichts zu Art. 14 Abs. 1 VVG fällt die «frei gewordene Leistung» keinem anderen Begünstigten zu. Vielmehr entfällt die Leistungspflicht der Versicherungseinrichtung vollumfänglich, wenn kein Begünstigter auf gleicher Stufe (Mitbegünstigter) vorhanden ist. Von dieser Rechtslage kann mittels Verordnungsbestimmung bei gebundenen Vorsorgeversicherungen nicht einfach abgewichen und die Versicherungseinrichtung hierdurch zu einer «Mehrleistung» verpflichtet werden, die sie nach geltendem Recht und Rechtsprechung nicht schuldet. Demnach kann in gebundenen Vorsorgeversicherungen begrifflich keine Leistung «frei» werden, die den «nächsten Begünstigten» zusteht. Auch der neue Art. 82 BVG¹ vermag de lege ferenda an dieser Rechtslage nichts zu ändern.

Zudem ist bereits heute in der Praxis anerkannt, dass bei gebundenen Vorsorgeversicherungen mit Sparanteil die Mit- oder Nachbegünstigten zusammen in jedem Fall den Rückkaufswert, also den angesparten Substanzwert, von den Versicherungseinrichtungen erhalten. Diese Praxis für gebundene Vorsorgeversicherungen entspricht denn auch der Regelung für gebundene Vorsorgevereinbarungen mit Bankstiftungen. Letztere stellen ohnehin immer nur das vorhandene Vorsorgekapital zur Disposition, welches mit dem Rückkaufswert bei kapitalbildenden Vorsorgeversicherungen vergleichbar ist.

Demzufolge sollte auch der Begriff «frei gewordene Leistung» in Art. 2a Abs. 2 E-BVV 3 lediglich in Bezug auf die gebundenen Vorsorgevereinbarungen mit Bankstiftungen verwendet und daher in Art. 2a Abs. 1 E-BVV 3 als zweiter Satz angefügt werden.

¹ **De lege ferenda** hat der Bundesrat im Rahmen der Änderung des Erbrechts auch eine Änderung von Art. 82 BVG (Gleichstellung anderer Vorsorgeformen) vorgeschlagen (18.069). Der Ständerat als erstbehandelnder Rat hat sich diesem Vorschlag einstimmig angeschlossen. Unter anderem soll mit dieser Änderung nun eine explizite Grundlage auf Gesetzesstufe geschaffen werden, für die bestehenden Verordnungsbestimmungen in der BVV 3, insbesondere für die Begünstigungsordnung in Art. 2 BVV 3. Zudem soll die Rechtssicherheit erhöht werden, so dass auch bei gebundenen Vorsorgevereinbarungen den nach Art. 2 BVV 3 Begünstigten ein direktes Recht gegenüber der Bankstiftung zusteht. Das direkte Forderungsrecht der nach Art. 2 BVV 3 begünstigten Personen besteht bei gebundenen Vorsorgeversicherungen aufgrund von Art. 78 VVG de lege lata bereits (vgl. auch die Ausführungen zu Art. 82 BVG in der Botschaft des Bundesrats zur Änderung des Erbrechts, BBl 2018 5895f).

Art. 3a Übertragung von Vorsorgekapital in Vorsorgeeinrichtungen oder in andere anerkannte Vorsorgeformen

¹ *Der Vorsorgenehmer kann das Vorsorgeverhältnis auflösen, wenn er sein Vorsorgekapital:*

- a. für den Einkauf in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung verwendet;*
- b. in eine andere anerkannte Vorsorgeform überträgt.*

² *Er kann sein Vorsorgekapital nur dann teilweise übertragen, wenn er es für den vollständigen Einkauf in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung verwendet.*

³ *Die Übertragung von Vorsorgekapital und der Einkauf sind bis zum Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV (Art. 21 Abs. 1 AHVG) zulässig. Weist der Vorsorgenehmer nach, dass er weiterhin erwerbstätig ist, kann ein solcher Einkauf oder eine solche Übertragung bis höchstens fünf Jahre nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters vorgenommen werden.*

⁴ *Wird eine Versicherungspolice innerhalb von fünf Jahren vor Erreichen des ordentlichen Rentenalters fällig, so ist ein Einkauf oder eine Übertragung in diesem Zeitraum nicht mehr zulässig.*

Wir erlauben uns zunächst folgende, generelle Bemerkungen zu unserem Verständnis von Art. 3a E-BVV 3: Aus systematischen Gründen werden die Verwendung von Guthaben der Säule 3a für den Einkauf in eine Vorsorgeeinrichtung und die Übertragung auf ein anderes Konto oder eine andere Police der Säule 3a neu in Art. 3a E-BVV 3 geregelt. Art. 3 Abs. 2 BVV 3 regelt nach der Aufhebung von Bst. b nur noch diejenigen Situationen, in denen die Guthaben aus der Säule 3a den Vorsorgekreislauf verlassen.

In systematischer Hinsicht ist zu beachten, dass Gegenstand der aufgehobenen Bestimmung in Art. 3 Abs. 2 Bst. b BVV 3 die infolge Auflösung der Vorsorgevereinbarung oder der Vorsorgeversicherung *vorzeitig* ausgerichteten Leistungen waren. Dem ist im Rahmen des neuen Art. 3a Rechnung zu tragen (vgl. sogleich unter Bemerkungen zu Art. 3a).

In Anlehnung an die aufgehobene Regelung in Art. 3 Abs. 2 Bst. b BVV 3 geht es beim neuen Artikel 3a um die Verschiebung von Guthaben der Säule 3a aus gebundener Vorsorgevereinbarung oder gebundener Vorsorgeversicherung «innerhalb des Vorsorgekreislaufes» der Säule 3a und der 2. Säule. Dabei sind in zeitlicher Hinsicht drei Phasen zu unterscheiden:

- **Phase 1** umfasst den Zeitraum, der am letzten Tag **vor** dem frühesten „Fälligkeitssalter“ endet, das gemäss Art. 3 Abs. 1 BVV 3 fünf Jahre vor dem Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV (Art. 21 Abs. 1 AHVG) erreicht wird.
- **Phase 2** umfasst den Zeitraum, der fünf Jahre vor dem ordentlichen Rentenalter der AHV beginnt und bis zum Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV (Art. 21 Abs. 1 AHVG) dauert.
- **Phase 3** umfasst den Zeitraum nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV (Art. 21 Abs. 1 AHVG) bis zur Aufgabe der Erwerbstätigkeit, längstens bis fünf Jahre nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters (vgl. zu den Phasen 2 und 3 auch den neuen Abs. 3).

Im Erläuterungsbericht steht der Begriff «Guthaben der Säule 3a». Dieses kann für den Einkauf in eine Vorsorgeeinrichtung und die Übertragung auf ein anderes Konto oder eine andere Police der Säule 3a verwendet werden. Im aufgehobenen Art. 3 Abs. 2 Bst. b BVV 3 wurde die Formulierung «die ausgerichtete Leistung» verwendet. Im Verordnungstext wird nun der Terminus «Vorsorgekapital» gebraucht. Dies ist an sich nicht zu beanstanden, wenn hierunter nicht nur das aufgrund der gebundenen Vorsorgevereinbarung verfügbare Guthaben bei der Bankstiftung, sondern auch der in der gebundenen Vorsorgeversicherung bei der Versicherungseinrichtung verfügbare Rückkaufswert fällt.

Art. 3a Abs. 1

¹ Der Vorsorgenehmer kann das Vorsorgeverhältnis auflösen, wenn er sein Vorsorgekapital:

- a. für den Einkauf in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung verwendet;
- b. in eine andere anerkannte Vorsorgeform überträgt.

Der SVV beantragt, Art. 3a Abs. 1 E-BVV 3 wie folgt zu ändern:

¹ Werden die Vorsorgevereinbarung oder die Vorsorgeversicherung mehr als fünf Jahre vor dem ordentlichen Rentenalter der AHV aufgelöst, muss der Vorsorgenehmer die ausgerichtete Leistung:

- a. für den Einkauf in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung verwenden;
- b. in eine andere anerkannte Vorsorgeform übertragen.

Der neue Absatz 1 bezieht sich auf die (vollständige) Vertragsauflösung in der Phase 1 und schreibt vor, dass in dieser Phase die als Folge der Vertragsauflösung ausgerichtete Leistung zwingend innerhalb des Vorsorgekreislaufes verbleiben muss. Die Fälle, in denen die ausgerichtete Leistung in der Phase 1 den Kreislauf verlassen dürfen, sind nach der Aufhebung von Art. 3 Abs. 2 Bst. b abschliessend in Art. 3 Abs. 2 und Abs. 3 BVV 3 geregelt.

Bei der (vollständigen) Vertragsauflösung in den Phasen 2 und 3 darf die ausgerichtete Leistung den Vorsorgekreislauf verlassen, ohne dass ein Tatbestand gemäss Art. 3 Abs. 2 und Abs. 3 BVV 3 erfüllt sein muss. Diese zeitliche Abgrenzung sollte im Verordnungstext präzisiert werden.

Aufgrund des Regelungszusammenhangs sollte zudem an Stelle des Begriffs «Vorsorgekapital» die bisherige Begrifflichkeit verwendet werden, da Abs. 1 die Verwendung der im Falle der vorzeitigen vollständigen Vertragsauflösung «ausgerichteten Leistung» regelt. Der Begriff «ausgerichtete Leistung» umfasst dabei sowohl das aufgrund der gebundenen Vorsorgevereinbarung verfügbare Guthaben bei der Bankstiftung als auch der aufgrund der gebundenen Vorsorgeversicherung von der Versicherungseinrichtung geschuldete Rückkaufswert. Lediglich um der Klarheit und Rechtssicherheit Willen sollten deshalb statt «Vorsorgeverhältnis» die Begriffe «Vorsorgevereinbarung und Vorsorgeversicherung» verwendet werden.

Schliesslich sollte sich die Regelung auf die vorzeitige Auflösung der Vorsorgevereinbarung oder der Vorsorgeversicherung an sich beziehen und nicht bloss die Vertragsaufhebung durch den Vorsorgenehmer geregelt werden. Insbesondere Vorsorgeversicherungen können auch aus anderen Gründen und ohne Mitwirkung des Vorsorgenehmers vorzeitig aufgelöst werden (z.B. Art. 6 VVG) und auch in diesen Fällen muss die «ausgerichtete Leistung» wie in Bst. a und Bst. b vorgeschrieben verwendet werden.

Art. 3a Abs. 2

² Er kann sein Vorsorgekapital nur dann teilweise übertragen, wenn er es für den vollständigen Einkauf in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung verwendet.

Der SVV ist mit Art. 3a Abs. 2 E-BVV 3 einverstanden.

Die neue Bestimmung ist grundsätzlich zu begrüßen und dient der Rechtssicherheit, indem sie die aktuelle Praxis abbildet. Aufgrund der Darlegungen im Erläuterungsbericht erübrigt sich eine zeitliche Differenzierung. Im Vergleich zu dem unter Abs. 1 geregelten Tatbestand geht es in Abs. 2 um den Transfer lediglich eines Teils des Guthabens, ohne dass das Vertragsverhältnis vollständig aufgelöst wird. Auch hier sind unter dem Begriff «Vorsorgekapital» sowohl das aufgrund der gebundenen Vorsorgevereinbarung verfügbare Guthaben bei der Bankstiftung als auch der aufgrund der gebundenen Vorsorgeversicherung von der Versicherungseinrichtung geschuldete Rückkaufswert zu verstehen. Diese können nicht (wie bei Abs. 1) im vollen Umfang, sondern nur zum Teil an eine steuerbefreite Pensionskasse übertragen werden, wenn mit diesem Teil der Einkauf in die vollen Leistungen dieser Pensionskasse finanziert wird.

Art. 3a Abs. 3

³ Die Übertragung von Vorsorgekapital und der Einkauf sind bis zum Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV (Art. 21 Abs. 1 AHVG) zulässig. Weist der Vorsorgenehmer nach, dass er weiterhin erwerbstätig ist, kann ein solcher Einkauf oder eine solche Übertragung bis höchstens fünf Jahre nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters vorgenommen werden.

Der SVV schlägt vor, Art. 3a Abs. 3 E-BVV 3 wie folgt zu ändern:

³ Der Transfer für den Einkauf in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung und die Übertragung in eine andere anerkannte Vorsorgeform sind bis zum Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV (Art. 21 Abs.1 AHVG) zulässig. Weist der Vorsorgenehmer nach, dass er weiterhin erwerbstätig ist, kann ein solcher Transfer für den Einkauf oder eine solche Übertragung bis höchstens fünf Jahre nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters vorgenommen werden.

Auch Abs. 3 bezieht sich sowohl auf das aufgrund der gebundenen Vorsorgevereinbarung transferierte Guthaben bei der Bankstiftung als auch auf den aufgrund der gebundenen Vorsorgeversicherung von der Versicherungseinrichtung transferierten Rückkaufswert. Geregelt wird durch Abs. 3, bis zu welchem spätesten Zeitpunkt der Geldtransfer an eine andere anerkannte Vorsorgeform oder an eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung erfolgen darf. Da es hier um eine zeitliche Befristung geht, sollte diese an einen identischen objektiven Tatbestand geknüpft werden, der in beiden Fällen im Geldtransfer besteht. Dies ist im Verordnungstext zu präzisieren. Der Zeitpunkt des Einkaufs kann nämlich von Vorsorgeeinrichtung zu Vorsorgeeinrichtung unterschiedlich sein, weshalb darauf nicht abgestellt werden sollte.

Art. 3a Abs. 4

⁴ Wird eine Versicherungspolice innerhalb von fünf Jahren vor Erreichen des ordentlichen Rentenalters fällig, so ist ein Einkauf oder eine Übertragung in diesem Zeitraum nicht mehr zulässig.

Der SVV schlägt vor, Art. 3a Abs. 4 E-BVV 3 wie folgt zu ändern:

⁴ Absatz 3 ist nicht anwendbar auf die Leistung aus einer Vorsorgeversicherung, die infolge Erreichens des vertraglich vereinbarten Enddatums in den fünf Jahren vor oder in den fünf Jahren nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters fällig wird.

Die Einschränkung unter Abs. 4 bezieht sich in zeitlicher Hinsicht nicht nur auf Phase 2, sondern auch auf Phase 3. Bei Abs. 4 geht es um eine Ausnahme von der Regelung unter Abs. 3, die sich auch auf die Phasen 2 und 3 bezieht. Gegenstand ist die vertragsgemässe Ablauleistung aus einer gebundenen Vorsorgeversicherung, die in Phase 2 oder 3 fällig wird. Für in den fünf Jahren vor oder nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters fällig gewordene Ablauleistungen aus Vorsorgeversicherungen soll der Transfer in eine andere anerkannte Vorsorgeform und die Übertragung in eine steuerbefreite Vorsorgeeinrichtung in Abweichung von der Regelung unter Abs. 3 nicht mehr zulässig sein. Dieser Zusammenhang mit Abs. 3 ist aus dem vorgeschlagenen Verordnungstext nicht klar ersichtlich und muss präzisiert werden.

Zudem ist die im Verordnungstext verwendete Formulierung nicht korrekt, da eine Versicherungspolice nicht fällig werden kann, sondern lediglich die Forderung auf die Ablauleistung aus der Vorsorgeversicherung. Im Erläuterungsbericht wird der zu regelnde Tatbestand zutreffend wie folgt beschrieben: «*Fällt das vertraglich vereinbarte Enddatum in die 5 Jahre vor Erreichen des ordentlichen Rentenalters (Art. 3 Abs. 1 BVV 3), ...*». An diese Formulierung aus dem Erläuterungsbericht ist im Verordnungstext anzuknüpfen. Gemeint ist hier die Leistung aus einer Vorsorgeversicherung, deren vertragsgemässe Fälligkeit infolge Erreichens des vertraglich vereinbarten Enddatums in den fünf Jahren vor und nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters (Art. 3 Abs. 1 BVV 3) eintritt. Dieses Verständnis entspricht der heutigen Praxis und stützt sich auf Art. 84 BVG, wonach die Ansprüche aus Vorsorgeformen nach Art. 82 BVG vor ihrer Fälligkeit von den direkten Steuern befreit sind (vgl. dazu auch VGE BE vom 18.11.2008, publ. in NSTP 1+2, 2009, S. 12 ff., welcher an den «Fälligkeitsbegriff»

anknüpft). Die vertragsgemässe Ablaufleistung kann infolge dessen für den Einkauf nicht mehr steuerneutral in eine Vorsorgeeinrichtung transferiert werden und eine Übertragung in eine andere anerkannte Vorsorgeform ist nicht mehr zulässig. Ob und inwieweit die Mittel aus der fälligen und demzufolge nicht mehr steuerbefreiten Ablaufleistung für die Finanzierung eines Einkaufs in die Vorsorgeeinrichtung oder im Rahmen von Art. 7 BVV 3 für die Finanzierung der Beiträge an andere anerkannte Vorsorgeformen verwendet werden können, wird dadurch aber in keiner Weise präjudiziert.

Inkrafttreten

¹ Diese Verordnung tritt unter Vorbehalt von Absatz 2 am 1. xx 2020 in Kraft.

² Die Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe b und 3a der Verordnung vom 13. November 1985 über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen treten am 1. Januar 2021 in Kraft.

Der SVV erlaubt sich folgenden Hinweis zum Entwurf der Vorschrift zum Inkrafttreten:

Eine Inkraftsetzung von Art. 2a E-BVV 3 vor der im Rahmen der Erbrechtsrevision vorgesehenen Änderung von Art. 82 BVG «Gleichstellung anderer Vorsorgeformen» ist zu vermeiden, da Art. 82 BVG de lege lata keine genügende gesetzliche Grundlage bildet.

Wir bedanken uns dafür, dass Sie unsere Stellungnahme bei der weiteren Behandlung der Vorlage mitberücksichtigen. Gerne stehen wir Ihnen für Rückfragen zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Versicherungsverband SVV



Urs Arbter

Leiter Ressort Versicherungspolitik und Regulierung
Stellvertretender Direktor



Christina Brugger

Fachverantwortliche Einzelleben und Geldwäscherei

**Formular für Stellungnahme zur Verordnungsänderungen
in der beruflichen Vorsorge
Vernehmlassung vom 06.12.2019 bis 20.03.2020**

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Swiss Investment Consultants for Pension Funds SWIC

Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : SWIC

Adresse : c/o Pittet Associates AG
Neuengasse 43
Postfach
3001 Bern

Kontaktperson : Ueli Mettler

Telefon : +41 71 227 35 35

E-Mail : ueli.mettler@c-alm.ch

Datum : 19.12.2019

Wichtige Hinweise:

1. Bitte dieses Deckblatt mit Ihren Angaben ausfüllen.
2. Pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.

Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte auch als **Word**-Dokument (nebst einem PDF-Dokument) bis am 20. März 2020 an folgende E-Mail-Adresse:

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; Juristin, Bereich Recht Berufliche Vorsorge, Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV).

1	Allgemeine Bemerkungen

**2 Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (FZV)**

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

3 Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2)

Allgemeine Bemerkungen

Der SWIC befürwortet einen flexiblen und offenen Zugang zu einem möglichst breit gefassten Anlage- und Produktuniversum. Diese Grundsatzposition gilt auch für Infrastrukturanlagen.

Infrastrukturanlagen zeichnen sich durch zahlreiche klassische Merkmale alternativer Anlagen aus wie z.B. Illiquidität, Mangel an beobachtbaren Marktpreisen und damit erschwerte Bewertung, möglicher Leverage, teilweise Intransparenz (alles analog zu Private Equity und Private Debt).

Die geltenden Verordnungsvorschriften gemäss Art. 53-56 BVV 2 in Verbindung mit dem Erweiterungsartikel von Art. 50 Abs. 4 BVV 2 stellen den vom SWIC geforderten flexiblen und offenen Investitions-Zugang bereits in hinreichender Form sicher, auch im Bereich der Infrastrukturanlagen.

Folglich erachtet der SWIC die neu einzufügenden Artikel Art. 53, Abs 1 lit. e und f als redundant und spricht sich für deren Streichung aus.

Sollte am neuen Verordnungsartikel festgehalten werden, möchten wir auf die folgenden zwei, potentiellen Inkonsistenzen hinweisen:

1. Zum einen gelten für Infrastrukturanlagen gemäss Verordnungsentwurf (53, 2) grundsätzlich die gleichen Durchführungsregeln wie für die übrigen *traditionellen* Anlagen, d.h. Infrastrukturanlagen können via Direktanlagen, Kollektivanlagen oder Derivate umgesetzt werden, allerdings mit dem Zusatz, dass eine Infrastrukturanlage *diversifiziert* sein muss. Aus unserer Sicht führt die Durchführungsoption der Direktanlage bei gleichzeitiger Vorgabe des Diversifikationsgebots zu einem inneren Widerspruch. Im Erläuterungstext wird dieser Widerspruch überbrückt, indem für Direktanlagen eine Limite von 1 Prozent festgeschrieben wird. Welche Grundlage bzw. welche Überlegungen stecken hinter dieser etwas willkürlich anmutenden Regelung? Fraglich ist, ob diese Begrenzung der Einzelposition nicht im Verordnungstext (analog Art. 54 b für einzelne Immobilienanlagen) abgehandelt werden müsste.
2. Zum anderen weisen verschiedene kollektive Anlagegefässe im Infrastrukturbereich einen Hebel auf – entweder weil auf Stufe des Gefässes Fremdkapital eingesetzt wird, und/oder weil die im Gefäss eingesetzten Anlagen einen Fremdkapitaleinsatz beinhalten. Mit der Rauslösung der Infrastrukturanlagen aus den alternativen Anlagen (gemäss Art. 53 Abs. 1e) wird dieser Hebel für Infrastrukturgefässe implizit untersagt. Mit anderen Worten sind Infrastrukturgefässe, die heute als Investition im Bereich der alternativen Anlagen zulässig sind, zukünftig aufgrund des Hebelverbots nicht mehr erlaubt und lassen sich überdies auch nicht über den Erweiterungsartikel (gemäss Art. 50 Abs. 4) berücksichtigen. Wir kommen zur Konklusion, dass mit den vorliegenden Durchführungsregeln die angestrebte Erweiterung der Investitionsmöglichkeit im Bereich Infrastruktur de facto zu einer Einschränkung der effektiven Investitionsmöglichkeiten führen würde. Das vorliegende Problem liesse sich überbrücken, wenn Infrastrukturanlagen von den VE sowohl als alternative Anlagen (gemäss Bst. e) als auch neu traditionelle Anlage (gemäss Bst. f) klassifiziert werden dürfen. Wir haben unten einen entsprechenden Anpassungsvorschlag formuliert.

Ungeklärt bleibt für uns schliesslich die Grundsatzfrage, wie bzw. nach welchen Kriterien von der Vorsorgeeinrichtung, deren Revision und schliesslich der zuständigen Aufsicht eine Infrastrukturanlage von einer Nicht-Infrastrukturanlage unterschieden werden kann.

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
---------	-------------------------	---

53, 1e		Alternative Anlagen wie solche in Hedge Funds, Private Equity, Insurance Linked Securities, Rohstoffen und <i>Infrastrukturen mit Hebeleffekt</i>
53, 1f		Anlagen in Infrastrukturen <i>ohne Hebeleffekt</i>

**4 Verordnung über die steuerliche Abzugsberechtigung für
Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)**

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

**Formular für Stellungnahme zur Verordnungsänderungen
in der beruflichen Vorsorge
Vernehmlassung vom 06.12.2019 bis 20.03.2020**

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : VVP Verband Verwaltungsfachleute für
Personalvorsorge

Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : VVP

Adresse : c/o ATAG, Postfach 1023, 3000 Bern 14

Kontaktperson : René Schulz

Telefon : 061 756 60 60

E-Mail : rs21@gmx.ch

Datum : 29.01.2020

Wichtige Hinweise:

1. Bitte dieses Deckblatt mit Ihren Angaben ausfüllen.
2. Pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.

Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte auch als **Word**-Dokument (nebst einem PDF-Dokument) bis am 20. März 2020 an folgende E-Mail-Adresse:

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; Juristin, Bereich Recht Berufliche Vorsorge, Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV).

1	Allgemeine Bemerkungen
----------	-------------------------------

Der VVP hat inhaltlich keine Änderungswünsche. Die beabsichtigten Verordnungsänderungen erachten wir als sinnvoll.

**2 Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-,
Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (FZV)**

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

3 Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2)

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

**4 Verordnung über die steuerliche Abzugsberechtigung für
Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)**

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

**Formular für Stellungnahme zur Verordnungsänderungen
in der beruflichen Vorsorge
Vernehmlassung vom 06.12.2019 bis 20.03.2020**

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation / Amt : Verein Vorsorge Schweiz
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : VVS
Adresse : Stiftsgasse 9
4051 Basel
Kontaktperson : Herrn Emmanuel Ullmann
Telefon : 061 288 10 63
E-Mail : emmanuel.ullmann@verein-vorsorge.ch
Datum : 20.1.2020

Wichtige Hinweise:

1. Bitte dieses Deckblatt mit Ihren Angaben ausfüllen.
2. Pro Artikel der Verordnung eine eigene Zeile verwenden.

Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte auch als **Word**-Dokument (nebst einem PDF-Dokument) bis am 20. März 2020 an folgende E-Mail-Adresse:

laure.huguenin-dezot@bsv.admin.ch ; Juristin, Bereich Recht Berufliche Vorsorge, Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV).

1 Allgemeine Bemerkungen
Sehr geehrter Herr Bundesrat, sehr geehrte Damen und Herren
Besten Dank für die Einladung, an der Vernehmlassung teilzunehmen. Als Verein, der die Freizügigkeitseinrichtungen und 3a Stiftungen vertritt werden wir uns auf diejenigen Verordnungsartikel fokussieren, die sich unmittelbar auf unsere Mitglieder auswirken.

2 Verordnung über die Freizügigkeit in der beruflichen Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (FZV)

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 15a	Wir begrüßen die schlanke Umsetzung und die explizite Betonung, dass es sich dabei um eine Kann-Bestimmung handelt.	-

3 Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2)

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)

4 Verordnung über die steuerliche Abzugsberechtigung für Beiträge an anerkannte Vorsorgeformen (BVV 3)

Allgemeine Bemerkungen

Artikel	Kommentar / Bemerkungen	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
Art. 2a	Wir begrüßen die schlanke Umsetzung und die explizite Betonung, dass es sich dabei um eine Kann-Bestimmung handelt.	-
Art. 3a	Wir begrüßen die klare Regelung, die die langjährige Praxis bestätigt. Die erwähnte Praxis der Steuerbehörden war nicht schweizweit gültig.	
Art. 3 Abs. 1	Anders als Art. 16 Abs. 1 FZV für die Freizügigkeitseinrichtung muss ein Vorsorgenehmer bei der 3. Säule nach dem ordentlichen Rentenalter explizit nachweisen, dass er noch erwerbstätig ist, um ein 3a Konto besitzen zu dürfen. Angesichts der klaren Zunahme von Personen, die länger arbeiten und auch als Anreiz, um länger zu arbeiten erachten wir es als sinnvoll, eine analoge Bestimmung wie im Art. 16 FZV ohne Nachweis vorzusehen.	"Die Altersleistungen dürfen frühestens fünf Jahre vor dem ordentlichen Rentenalter der AHV (Art. 21 Abs. 1 des BG vom 20. Dez. 1946 über die Alters- Hinterlassenen- und Invalidenversicherung; AHVG) ausgerichtet werden. Sie werden bei <u>spätestens fünf Jahre nach</u> Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV fällig. Weist der Vorsorgenehmer nach, dass er weiterhin erwerbstätig ist, kann der Bezug bis höchstens fünf Jahre nach Erreichen des ordentlichen Rentenalters der AHV aufgeschoben werden."